

Unité départementale de la Somme
53, rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex 1

Amiens, le 06/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DAVERGNE Raoul (FONDERIE)

31 rue Victor Hugo
80210 Feuquières-En-Vimeu

Références : 2025-E30097
Code AIOT : 0005104079

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement DAVERGNE Raoul (FONDERIE) implanté 31, rue Victor Hugo 80210 Feuquières-en-Vimeu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DAVERGNE Raoul (FONDERIE)
- 31, rue Victor Hugo 80210 Feuquières-en-Vimeu
- Code AIOT : 0005104079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations de la fonderie Raoul DAVERGNE sont autorisées par arrêté préfectoral du 6 janvier

2004. Le site est spécialisé dans la fabrication de pièces en cupro-aluminium pour la SNCF, l'appareillage électrique, la robinetterie industrielle, la serrurerie et l'industrie automobile. Il emploie 86 salariés.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant s'est engagé à répondre à la demande de compléments du 7 août 2018 transmise par l'inspection concernant la demande de modification des installations.
Il s'est également engagé sur ce même délai à mettre à jour la situation administrative du site car certains seuils autorisés pourraient être aujourd'hui dépassés.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article III.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositif extérieur de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/01/2024, article 6.2	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article VI. 3 et 4	Sans objet
3	Moyen de secours	Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article III.6.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte-tenu des anomalies relevées sur les installations électriques, et de l'absence d'actions correctives le jour de l'inspection, une mise en demeure est proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif extérieur de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2024, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau en cas d'incendie
Prescription contrôlée : Le matériel de lutte contre l'incendie couvre l'ensemble des installations. Les moyens propres à chaque secteur sont dimensionnés selon la nature et l'importance du risque à défendre. Les

moyens de lutte et d'intervention contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur et comprennent notamment des extincteurs en nombre suffisant et appropriés aux risques à couvrir, répartis sur tout le site, bien visibles et toujours facilement accessibles.

Le dispositif de défense extérieure contre l'incendie sera complété par un troisième poteau d'incendie de 100mm qui devra être implanté à moins de 150m de l'établissement; les poteaux d'incendie devront débiter simultanément 1000l/mn sous une pression de 1 bar.

Constats :

Le constat suivant était formulé lors de la précédente visite d'inspection du 29/05/20:

" L'exploitant a présenté un essai de débits en simultané sur une bouche et un poteau incendie situés rue Victor Hugo à Feuquières en Vimeu.

Ces essais concluent à des débits de 50 m³/h et 87 m³/h en simultané à 1 bar de pression,

Le troisième poteau incendie initialement a été remplacé par une réserve de 120 m³ implantée chez l'exploitant. En effet, les services de la commune estimaient ne pas pouvoir assurer le débit en simultané avec un troisième poteau incendie.

A noter que cette réserve présente actuellement une fuite (voir photographie 4). L'exploitant dispose d'un kit de réparation pour gérer cette fuite et a prévu la pose d'un géotextile sous la réserve pour empêcher que le problème ne se reproduise, mais doit attendre la disponibilité d'un prestataire pour pomper l'eau restant présente dans la réserve.

Observation 1 : L'exploitant transmettra à l'inspection un justificatif de l'intervention et de la réparation de la réserve incendie."

La réserve présente ne présentait pas de fuite le jour de la visite d'inspection. Un géotextile a été disposé sous la réserve afin de limiter les risques de fuite. L'inspection préconise à l'exploitant de réaliser un entretien de la végétation autour de la réserve afin d'éviter toute dégradation de celle-ci (notamment par les ronces).

Le jour de la visite d'inspection, des véhicules étaient stationnés de part et d'autre de la réserve.

Observation: L'exploitant demandera l'avis écrit du SDIS dans un délai d'un mois concernant les stationnements de véhicules de part et d'autre de la réserve incendie: le SDIS devra pouvoir manipuler un engin facilement pour avoir accès à la réserve d'eau en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article VI. 3 et 4

Thème(s) : Risques chroniques, Effluents atmosphériques des fours

Prescription contrôlée :

Article IV 3:

Les caractéristiques des effluents atmosphériques des fours, avant rejet et après traitements, sont au moins les suivantes:

Paramètre	Concentrations	Flux
-----------	----------------	------

poussières	100mg/m3	<1kg/h
Pb	1mg/m3	10g/h
Al + Cu + Ni	5mg/m3	<25g/h

Article IV 4:

L'exploitant met en place un programme de surveillance annuelle de ses rejets sur les paramètres fixés ci-dessus. Les concentrations et quantités de polluants rejetés à l'atmosphère sont mesurées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les appareils de mesures sont vérifiés et contrôlés aussi souvent que nécessaire.

Le programme porte sur le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration, le bon traitement des effluents atmosphériques, notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvement et d'estimation de la teneur en polluant dans les effluents atmosphériques. Les résultats de mesures et analyses sont reportés sur un registre mis à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de mesure des rejets atmosphériques de l'établissement RAOUL DAVERGNE N°134740294-001-1-Version1 réalisé le 25/03/2025 par la société APAVE.

Les résultats sont conformes à la prescription susvisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyen de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article III.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs

Prescription contrôlée :

Le matériel de lutte contre l'incendie couvre l'ensemble des installations. Les moyens propres à chaque secteur sont dimensionnés selon la nature et l'importance du risque à défendre. Les moyens de lutte et d'intervention contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur et comprennent notamment des extincteurs en nombre suffisant et appropriés aux risques à couvrir, répartis sur tout le site, bien visibles et toujours facilement accessibles.

Constats :

L'inspection a vérifié par sondage la dernière date de vérification des extincteurs suivants:

- O2 (vérifié en avril 2025);
- F11 (vérifié en mars 2025);
- U30 (vérifié en avril 2025);
- U32 (vérifié en avril 2025).

L'exploitant a disposé une pancarte avec le numéro des extincteurs. Le numéro est reporté sur le

plan d'évacuation.
Les extincteurs vérifiés par l'inspection sont bien visibles et facilement accessibles.
La prescription susvisée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article III.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle annuel
Prescription contrôlée : [...] Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a transmis le compte rendu de vérification périodique des installations électriques (Q18) réalisé par la société BUREAU VERITAS le 26/11/2024. Le compte-rendu conclut que seule une vérification partielle des installations électriques a été réalisée. La société BUREAU VERITAS déclare que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant a transmis un fichier de suivi des anomalies daté de novembre 2024. La plupart des anomalies ne sont pas encore résolues d'après le fichier. Aucune échéance n'est fixée dans le fichier. La prescription susvisée n'est pas respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois